

17 février 2010

## Les Bushmen interdits de vote



Homme bushman. © Survival

Plus de 400 [Bushmen du Botswana](#) ont été privés de leur droit de vote lors des élections présidentielles de 2009, leur cinq communautés de la Réserve du Kalahari central ayant été supprimées du registre électoral.

Dans une interview [au quotidien botswanais Mmegi](#), le porte-parole bushman Roy Sesana a déclaré : 'Les gens se trouvaient dans ces communautés durant les élections. Ils n'ont pas voté lorsque les autres citoyens se sont déplacés aux urnes'. Cette confiscation de vote qui a été confirmée par le Commissaire du district est la dernière en date d'une série d'atteintes aux droits des Bushmen.

Ian Khama, qui a prêté serment l'an dernier après les élections en tant que quatrième président du Botswana, n'a jamais respecté [le verdict de la Haute Cour botswanaise](#) confirmant le droit des Bushmen à vivre sur leurs terres de la réserve du Kalahari. Son gouvernement leur a interdit l'accès à un puits dont ils dépendent pour [s'approvisionner en eau](#) alors que de nouveaux puits sont forés dans la réserve pour la faune sauvage et pour les besoins d'un lodge de safari avec piscine.

Le président Khama a également qualifié le mode de vie des Bushmen de '[fantaisie archaïque](#)' et une femme sud-africaine a récemment été arrêtée pour 'insulte au Botswana' après avoir insinué que le président 'ressemblait à un Bushman'.

La marginalisation politique des Bushmen a été confirmée en 2008 dans [le dernier rapport sur les droits de l'homme](#) du département d'Etat américain qui souligne qu'ils 'sont privés d'une réelle représentation politique et qu'ils ne sont pas pleinement informés de leurs droits civiques'. Le rapport critique également le gouvernement pour son 'interprétation restreinte du verdict de 2006 de la Haute Cour'.

Dans le même quotidien botswanais, Roy Sesana avait révélé l'échec des tentatives de négociations avec le gouvernement qui avait refusé d'apporter son soutien à la constitution d'un groupe représentatif. Les Bushmen viennent d'entamer des poursuites judiciaires contre le gouvernement afin de retrouver l'accès à leurs puits.

*Stephen Corry, directeur de [Survival International](#), a déclaré aujourd'hui : 'Le fait que les Bushmen soient exclus des élections par le gouvernement n'est pas surprenant ; ils sont traités comme des citoyens de seconde zone depuis des années. Pourquoi le gouvernement accorderait-il le droit de vote aux Bushmen alors qu'il ne leur permet même pas d'avoir accès à l'eau ?'*

**Lire ce communiqué en ligne:**

<http://www.survivalfrance.org/actu/5561>